

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Justice
Québec 

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

LE 6 JUIN 2007
DOCUMENT PRÉPARÉ PAR :
LE SERVICE DE LA PLANIFICATION, DE L'ANALYSE ET DU SUIVI BUDGÉTAIRE

01/15
D-3
200.21
R-1

Lecture and
Lecture

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU PREMIER ET DEUXIÈME GROUPE
D'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉE EN 2006-2007 À L'OPQ.****Office des professions du Québec****PAGE**

P.1	POUR TOUTES LES SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE OU PAR UN DES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU D'UNE DES SOCIÉTÉS RELEVANT DU MINISTÈRE DANS LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES : a) DATE ET CONTEXTE DE CRÉATION; b) OBJECTIFS POURSUIVIS; c) NOMBRE D'EMPLOYÉS ET/OU D'ADMINISTRATEURS INCLUANT LEUR NOM, TITRE, SALAIRE INCLUANT LE CAS ÉCHÉANT LES COMPTES DE DÉPENSES, FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION AINSI QUE LEUR CV; d) INDIQUER, LE CAS ÉCHÉANT, LA DATE DU DÉBUT DU CONTRAT, DE LA NOMINATION OU AUTRE ET DE LA FIN; e) INDIQUER LE BUDGET DÉVOLU.	3
P.2	COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS ET/OU ANALYSES RÉALISÉS DEPUIS LE 1 ^{ER} MAI 2004 CONCERNANT LA RÉGIONALISATION, LA DÉCONCENTRATION DES EFFECTIFS ET PROGRAMMES DU MINISTÈRE ET/OU DES ORGANISMES RELEVANT DE CELUI-CI.	4
P3.	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2006-2007 INDIQUER : a) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION; b) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION; c) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.	5
P4. P79.	POUR L'ANNÉE 2006-2007, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ.	6
P5. P80.	POUR L'ANNÉE 2006-2007, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ.	7
P6.	NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE EN 2006-2007 ET COMPARAISON AVEC LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES.	8
P7. P81.	NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS POUR 2005-2006 ET POUR 2006-2007.	9
P8. P82.	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2006-2007.	10
P9. P83.	POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE : a) NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS; b) LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE; c) FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION; d) LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES, DES CONGRÈS ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.	11
P10. P84.	LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS EN 2006-2007, EN INCLUANT LES COÛTS.	12
P11.	FRAIS DE TRADUCTION ET LISTE DES DOCUMENTS TRADUITS INCLUANT LA LISTE DES CONTRATS ET LE NOM DES FIRMES SÉLECTIONNÉES, DE MÊME QUE LES COÛTS.	13

P17.	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2006-2007, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS.	14
— P85.	BILAN DES RÉALISATIONS DU PLAN STRATÉGIQUE 2002-2005 DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC ET OBJECTIFS DU PROCHAIN PLAN STRATÉGIQUE.	17
— P86.	POUR LES ANNÉES 2005-2006 ET 2006-2007, INDIQUER : a) LA LISTE DES EMPLOYÉS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION EN INDIQUANT LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT; b) LA LISTE DES PERSONNES ET MEMBRES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT; c) LA LISTE DES PERSONNES ET MEMBRES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉS EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT.	26
— P87.	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES ACHÉMINÉES À L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES ORDRES PROFESSIONNELS CONCERNÉS AVEC UNE BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS, ET CE, POUR 2005-2006 ET 2006-2007.	28
— P88.	COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES AU CONSEIL DES MINISTRES À L'ÉGARD DESQUELS L'OFFICE DES PROFESSIONS A ÉMIS DES COMMENTAIRES ET NATURE DE CES COMMENTAIRES.	30
— P89.	BILAN DE LA RÉALISATION DU PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL SUR LA MISE À JOUR DU SYSTÈME PROFESSIONNEL QUÉBÉCOIS INCLUANT UN ÉTAT DE SITUATION POUR CHACUN DES SIX PROJETS.	31
— P90.	ÉTAT DE SITUATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI 90, LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ, ET INDIQUER : a) ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR L'ARTICLE 37.1 DE LA LOI QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER, INDIQUER L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR; b) ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR L'ARTICLE 12 DE LA LOI QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER, INDIQUER L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR.	35
— P91.	ÉTAT DE SITUATION DU DEUXIÈME RAPPORT BERNIER. ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR CHACUN DES ORDRES PROFESSIONNELS VISÉS. ÉTAT DE SITUATION DES CONSULTATIONS ET ÉCHÉANCIER DE MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT INCLUANT LES PRÉVISIONS DE DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.	36
— P92.	NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS À LEUR CODE DE DÉONTOLOGIE EN INDIQUANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS OÙ CES ORDRES SONT RENDUS.	39
— P93.	NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS À LEUR RÉGLEMENTATION POUR L'EXERCICE DES LEURS ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE OU AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ PAR ACTION EN INDIQUANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS OÙ CES ORDRES SONT RENDUS.	40
P3. —	ANNEXE À LA P3.	41

P.1 **POUR TOUTES LES SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE OU PAR UN DES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU D'UNE DES SOCIÉTÉS RELEVANT DU MINISTÈRE DANS LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES :**

- a) DATE ET CONTEXTE DE CRÉATION;**
 - b) OBJECTIFS POURSUIVIS;**
 - c) NOMBRE D'EMPLOYÉS ET/OU D'ADMINISTRATEURS INCLUANT LEUR NOM, TITRE, SALAIRE INCLUANT LE CAS ÉCHÉANT LES COMPTES DE DÉPENSES, FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION AINSI QUE LEUR CV;**
 - d) INDiquer, LE CAS ÉCHÉANT, LA DATE DU DÉBUT DU CONTRAT, DE LA NOMINATION OU AUTRE ET DE LA FIN;**
 - e) INDiquer LE BUDGET DÉVOLU.**
-

Non applicable.

**P.2 COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS ET/OU ANALYSES RÉALISÉS DEPUIS LE 1ER MAI 2004
CONCERNANT LA RÉGIONALISATION, LA DÉCONCENTRATION DES EFFECTIFS ET PROGRAMMES DU
MINISTÈRE ET/OU DES ORGANISMES RELEVANT DE CELUI-CI.**

Aucun.

P.3 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2006-2007 INDIQUER :

- a) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION;
 - b) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION;
 - c) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

a) Liste des membres de l'Office jusqu'au 2 octobre 2006 :

Gaétan Lemoyne, président
Sylvie de Grandmont, vice-présidente
Gisèle Boyer, membre
Léopold Alain, membre
Réjean Bergevin, membre

Liste des membres de l'Office à compter du 3 octobre 2006 :

Gaétan Lemoyne, président
Sylvie de Grandmont, vice-présidente
Hélène Bronsard, membre
Maybel Garneau, membre
Gyslaine Samson Saulnier, membre

b) Aucun.

c)

Nominations	Début de mandat	Fin de mandat
Hélène Bronsard, membre ¹	2006-10-03	2009-10-03
Maybel Garneau, membre	2006-10-03	2009-10-03
Gyslaine Samson Saulnier, membre	2006-10-03	2009-10-03

En vertu du Décret numéro 3089-81 du 11 novembre 1981, le traitement des membres du l'office des professions, à l'exclusion du président et de la vice-présidente, est fixé à 200 \$ par jour de séances ou d'étude (sept heures).

d) Pour tous les membres de l'Office :

Frais de déplacement : * 12 818 \$
Frais de représentation : 5 019 \$

Tous les membres :

Nom	Frais de fonction	Frais de séjour
Gaétan Lemoyne, président	3 425 \$	5 460 \$
Sylvie de Grandmont, vice-présidente	1 594 \$	4 650 \$
Hélène Bronsard, membre		598 \$
Maybel Garneau, membre		498 \$
Gyslaine Samson Saulnier, membre		264 \$
Anciens membres :		
Gisèle Boyer		553 \$
Alain Léopold		795 \$

*Frais de déplacement incluant frais de voyage et frais de repas.

¹ Voir c.v. en annexe

P.4 ET P.79 POUR L'ANNÉE 2006-2007, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ.

Aucun.

P.5 ET P.80 POUR L'ANNÉE 2006-2007, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ.

Aucun.

P.6 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE EN 2006-2007 ET COMPARAISON AVEC LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES.

Non applicable.

P.7 ET P.81 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS POUR 2005-2006 ET POUR 2006-2007.

ANNÉES	NOMBRE	POURCENTAGE
2005-2006	1	14 %
2006-2007	1	13 %

P.8 ET P.82 PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2006-2007.

Les prévisions budgétaires de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier 2007-2008, sont basées sur des revenus de 7 144,9 k\$ et des dépenses totalisant 7 430,7 k\$, soit un excédent des dépenses sur les revenus de 285,8 k\$.

En ce qui a trait aux compressions demandées par le Conseil du trésor, l'Office des professions du Québec n'a connu aucune cible de réduction pour l'exercice financier 2006-2007.

P.9 ET P.83 POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE :

- a) NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS;
 - b) LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE;
 - c) FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION;
 - d) LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES, DES CONGRÈS ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.
-

a) Nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents :

Nombre de réunions en 2006-2007 : 11
Nombre de repas : 4 pour un total de 425,55 \$

b) Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre :

Gaétan Lemoyne, président
Sylvie de Grandmont, vice-présidente
Hélène Bronsard, membre
Maybel Garneau, membre
Cyslaine Samson Saulnier, membre

c) Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation :

Total : 17 837 \$

d) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents :

M. Gaétan Lemoyne, président	(1)
Congrès du Barreau du Québec	954,45 \$
Assemblée générale annuelle du Conseil interprofessionnel du Québec	406,80 \$
Congrès triennal de la Chambre des notaires du Québec	339,50 \$
La gestion de crise : comment garder le cap en pleine tempête	783,78 \$
Colloque du forum des syndicats « enjeux actuels des syndicats des ordres professionnels »	461,85 \$

M^{me} Sylvie de Grandmont, vice-présidente	
Colloque sur l'interdisciplinarité, défi ou déni : colloque sur la Loi modifiant le Code des professions dans le domaine de la santé	698,65 \$
La dynamique du pouvoir organisationnel	400,00 \$
Congrès de l'Ordre des diététistes	343,82 \$
Congrès de l'Ordre des hygiénistes dentaires	408,53 \$

(1) Les coûts afférents comprennent les frais d'inscription et les frais de déplacement.

**P.10 ET P.84 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS EN 2006-2007, EN INCLUANT
LES COÛTS.**

Aucun.

**P.11 FRAIS DE TRADUCTION ET LISTE DES DOCUMENTS TRADUITS INCLUANT LA LISTE DES CONTRATS
ET LE NOM DES FIRMES SÉLECTIONNÉES, DE MÊME QUE LES COÛTS.**

Aucun.

P.17 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2006-2007, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS.

Comité multipartite sur l'accès aux professions régies par les ordres professionnels.

En janvier 2006, sous l'égide du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), un Comité multipartite a été mis sur pied afin d'assurer la cohérence et la continuité des actions en matière d'accès aux professions régies par les ordres professionnels et d'effectuer le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger (Équipe de travail).

En outre d'assurer le suivi des recommandations formulées par l'Équipe de travail, le mandat de ce Comité consiste à faciliter la coordination des actions entre les partenaires et à assurer la cohérence des actions.

Ce comité multipartite est composé de représentants du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), du Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ), d'Emploi-Québec, du Regroupement des collèges du Montréal métropolitain, du Comité d'adaptation de la main-d'œuvre – personnes immigrantes et de l'Office des professions, représenté par son président.

Rappelons que dans la foulée du Forum des générations et du Comité de travail formé de parlementaires, le Premier ministre du Québec annonçait le 21 décembre 2004 la mise sur pied d'une Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger, sous la présidence de M. André Bazergui. Cette équipe était composée de représentants provenant des institutions de formation de niveau universitaire et collégial, des ordres professionnels, des milieux d'affaires et du Conseil interprofessionnel du Québec. Le président de l'Office des professions était membre de cette équipe de même que plusieurs représentants du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Le 5 décembre 2005, la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, M^{me} Lise Thériault, rendait public le rapport de l'Équipe de travail. Les autorités gouvernementales ont alors annoncé leur volonté d'apporter des solutions à la problématique de la reconnaissance des compétences des personnes formées à l'étranger, identifiées par ce rapport et de faciliter ainsi l'intégration des ressortissants étrangers au système professionnel.

En 2006-2007, les membres du Comité multipartite sur l'accès aux professions régies par les ordres professionnels se sont réunis à trois reprises. Les travaux ont visé notamment, à doter le Comité d'un plan d'action et à dresser un état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'Équipe de travail.

Chaque membre assume les coûts reliés à sa participation aux travaux.

Table de concertation Office des professions, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

La Table de concertation, sous l'égide de l'Office des professions, a pour mandat de favoriser un échange efficace d'information et de rechercher des solutions aux problèmes communs. À cette fin, les membres y échangent de l'information à l'égard, notamment de l'élaboration et de la révision des programmes d'études universitaires ou collégiales menant à l'obtention des diplômes donnant accès aux permis délivrés par les ordres professionnels. Ils y traitent

également des questions d'ordre général et des moyens de collaboration entre les milieux de la pratique professionnelle et le milieu de la formation. Ils s'assurent que les moyens de coordination des divers intervenants, soit pour des fins de consultation, soit pour des fins de mise en œuvre des décisions gouvernementales, sont efficaces.

La Table est un lieu de concertation volontaire, autour de laquelle se réunissent, de façon régulière et statutaire, des représentants désignés de l'Office des professions, du secteur de l'enseignement supérieur et du secteur de la formation professionnelle et technique du MELS. À cette Table sont également invités à se joindre des représentants du MSSS chargés de la planification de la main-d'œuvre socio-sanitaire.

L'Office a intensifié ses efforts en 2006-2007 pour assurer une meilleure coordination des actions des principaux intervenants impliqués dans le processus décisionnel en vue d'améliorer les mécanismes de consultation et d'évaluation des demandes de rehaussement des diplômes du milieu universitaire. À cet égard, les représentants du MELS et ceux du MSSS se sont joints à l'Office afin d'échanger avec la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec à l'égard des principaux enjeux et impacts liés à la prolongation et au rehaussement de la formation initiale. Une proposition est en élaboration.

L'Office des professions assure le secrétariat des travaux de la Table. Chaque membre assume les coûts liés à sa participation.

Comité directeur du Service d'évaluation des risques de transmission d'infections hématogènes (SERTIH).

L'Office participe aux travaux du comité directeur du SERTIH qui est notamment chargé de donner des avis concernant la prévention des situations où il y a un risque d'infections hématogènes. L'Office y apporte son expertise à l'égard des éléments qui interpellent le système professionnel et, en particulier, les membres du système professionnel.

En 2006-2007, deux réunions se sont tenues et chaque membre assume les coûts liés à sa participation.

Table nationale de concertation CEGEPs, ordres professionnels.

Créé en 2006, ce forum de concertation, sous l'égide de la Fédération des Cégeps, regroupe les représentants du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, du Conseil interprofessionnel du Québec, les représentants des directeurs des études des collèges d'enseignement et ceux de l'Office. Cette table nationale vise l'échange d'informations sur des sujets d'intérêt commun afin d'assurer l'adéquation entre les programmes de formation collégiale et les compétences requises aux fins de la délivrance du permis d'exercice par l'ordre professionnel.

Depuis sa création, les membres se sont rencontrés à trois reprises. Chaque membre assume les coûts liés à sa participation aux travaux.

Comité de pilotage à l'égard de la stratégie de renouvellement des effectifs du secteur de la santé et des services sociaux.

Au terme du Forum des générations, le Premier ministre a fait l'annonce des actions à entreprendre dans neuf domaines précis. Parmi ceux-ci, figure la définition d'une stratégie de renouvellement des effectifs dans le secteur de la santé et des services sociaux.

Dans la foulée de ces travaux, des pistes d'actions ont été identifiées dont certaines interpellent le système professionnel. Ces actions sont les suivantes : la mise en œuvre des recommandations contenues au rapport du Comité d'experts concernant la modernisation de

la pratique professionnelle en santé mentale et en relations humaines, la pratique spécialisée infirmière et la mise en œuvre des mesures prévues à la Loi modifiant le Code des professions concernant la délivrance des permis (P.L. no° 14), entrée en vigueur le 14 juin 2006.

Sous l'égide du Ministère de la Santé et des Services sociaux, le Comité de pilotage regroupe des représentants du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et du Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC). Le président de l'Office a été invité à se joindre aux travaux. Chaque membre assume les coûts liés à sa participation.

P.85 BILAN DES RÉALISATIONS DU PLAN STRATÉGIQUE 2002-2005 DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC ET OBJECTIFS DU PROCHAIN PLAN STRATÉGIQUE.

Au cours de l'année 2006-2007, plusieurs objectifs du Plan stratégique 2001-2005 étaient toujours en voie de réalisation. Cette fiche présente donc le bilan des réalisations à l'égard de ces éléments à compter de l'année 2001.

I. BILAN DES RÉALISATIONS À PARTIR DU PLAN STRATÉGIQUE 2001-2005 DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC.

ORIENTATION STRATÉGIQUE 1 – UN SYSTÈME PROFESSIONNEL PERFORMANT
--

Poursuivre la mise à jour du système professionnel québécois.

1. Contribuer à l'assouplissement et à l'allégement du cadre réglementaire en proposant des allègements à la réglementation et à son processus.

Un premier groupe de travail constitué principalement de représentants des ordres professionnels s'est consacré à réviser les diverses dispositions législatives édictant les obligations faites aux ordres en vue de faciliter et de rendre plus efficace l'accomplissement de leur mission. Les travaux se sont échelonnés sur deux ans. Les orientations envisagées ont fait l'objet d'une consultation générale des ordres sur divers sujets, notamment sur un allègement des processus réglementaires, un meilleur contrôle des candidats à l'exercice de la profession et des membres de l'ordre, ainsi que des mesures mieux adaptées aux impératifs de mobilité des professionnels.

Le rapport propose près de deux cents recommandations dont la plupart appellent des modifications au *Code des professions*. L'Office a préparé un projet préliminaire de Code modifié visant à donner les suites appropriées à ce rapport. Des consultations auprès de plusieurs ordres professionnels ont été effectuées au printemps 2003. Cet exercice a permis de constater l'adéquation entre les modifications suggérées au Code et les recommandations formulées. D'ailleurs, le législateur a déjà donné suite à certaines recommandations dans le cadre de l'adoption du P.L. 41 (*Loi modifiant le Code des professions*) qui a été sanctionné le 17 juin 2004. Pour mémoire, cette Loi permet notamment au Bureau d'un ordre, ou à un comité qu'il crée à cet effet, dans les cas qui nécessitent une intervention urgente en vue de protéger le public, de radier provisoirement un professionnel ou de suspendre ou limiter provisoirement son droit d'exercer des activités professionnelles, lorsque l'état physique ou psychique de celui-ci est incompatible avec l'exercice de la profession.

Un groupe de travail, dirigé par le président de l'Office, a revu au cours de l'année 2004 l'ensemble des recommandations formulées et a actualisé les demandes en fonction de l'évolution des besoins du système professionnel en matière de protection du public. En 2006, le résultat de ces travaux a été soumis au ministre responsable de l'application des lois professionnelles et l'Office a mené une consultation portant sur une proposition de modifications au Code des professions auprès des ordres professionnels, du Conseil interprofessionnel et de certains partenaires.

Un projet législatif tenant compte des préoccupations manifestées lors de cette dernière consultation a été préparé et le 13 décembre 2006, le ministre responsable de l'application des lois professionnelles présentait à l'Assemblée nationale le Projet de loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives (P.L. no 56).

2. Assurer que le système professionnel offre des garanties de compétence, de responsabilité et d'intégrité.

2.1 En améliorant le rendement des mécanismes de contrôle : l'inspection et la discipline :

Un autre groupe de travail, constitué dans le même esprit que pour le projet précédent s'est penché sur les améliorations à apporter aux principaux mécanismes de contrôle de l'exercice professionnel, soit l'inspection professionnelle et la discipline.

Plus précisément, les recommandations se rapportent à un bureau du syndic mieux organisé, plus cohérent et mieux outillé et visent à rendre le comité de discipline plus efficace et rapide.

Les réflexions, consultations et révisions, le cas échéant, ont été menées en suivant le même modèle mentionné plus haut. Les propositions de modifications au *Code des professions* qui y sont rattachées ont été introduites au Projet de loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives présenté à l'Assemblée nationale le 13 décembre 2006.

2.2 Actualiser le rôle de l'Office dans ses interventions à l'égard du maintien de la compétence et des règles d'accès à la profession :

Des pressions s'exercent afin de prolonger et de rehausser la formation initiale donnant accès au permis délivré par plusieurs ordres professionnels. Pour illustrer la situation à l'égard de certaines professions pour lesquelles un diplôme collégial est exigé, les ordres demandent au gouvernement d'exiger un diplôme universitaire, alors que d'autres professions à l'égard desquels un baccalauréat est déjà désigné, les ordres souhaitent dorénavant une maîtrise ou même un doctorat. Ces faits ne sont pas sans avoir des incidences majeures non seulement sur l'accessibilité aux professions, mais également sur les mécanismes de désignation des diplômes et sur la concertation entre les ministères et organismes concernés.

L'Office a intensifié ses efforts au cours de l'exercice 2006-2007 pour assurer une meilleure coordination des principaux intervenants impliqués dans le processus décisionnel et pour améliorer les mécanismes de consultation et d'évaluation des demandes de rehaussement des diplômes du milieu universitaire. À cet égard, les échanges avec la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec se sont poursuivis. Ainsi, les principaux enjeux et impacts reliés à la prolongation et au rehaussement de la formation initiale ont fait l'objet de nombreuses discussions et une proposition de mécanisme amélioré de concertation à l'égard des formations de niveau universitaire donnant accès au permis d'un ordre professionnel est en élaboration. Cette proposition vise à adapter les processus utilisés par chacun des partenaires permettant notamment, un échange d'information à des moments charnières. Les représentants du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux participent aux discussions et y apportent une contribution significative.

Parallèlement, les travaux de la Table de concertation regroupant le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Office des professions se sont poursuivis sur une base sporadique pour des sujets ciblés.

2.3 Analyser et réviser au besoin les règles applicables à l'assurance de la responsabilité professionnelle :

En 2001, dans le contexte de l'allègement réglementaire, le *Code des professions* a été modifié faisant en sorte que les règlements sur l'assurance de la responsabilité professionnelle adoptés par les ordres soient soumis à la procédure d'approbation de l'Office plutôt que du gouvernement. En corollaire de cet assouplissement, le Code oblige l'Office à faire rapport périodiquement (chaque cinq ans) au gouvernement sur l'application des dispositions relatives à la garantie que doit fournir le membre d'un ordre professionnel. Un premier rapport a effectivement été produit par l'Office en juin 2002. Le second est prévu pour juin 2007.

Ce rapport contient le bilan de la situation actuelle en matière de garantie personnelle offerte par les professionnels et expose les actions entreprises par l'Office des professions et les ordres pour obliger les membres à détenir une garantie suffisante pour assurer la protection du public.

Depuis le dépôt de ce premier rapport, l'Office a été sensibilisé par les ordres professionnels et le CIQ à une problématique en émergence vécue par les membres de certains ordres professionnels qui éprouveraient de la difficulté à s'assurer à des coûts raisonnables. En effet, à la suite de certains scandales mettant en lumière des actes fautifs de certains professionnels ayant donné lieu à des réclamations importantes au Canada et aux États-Unis, les assureurs ont été amenés à revoir à la baisse la couverture de risques assurés et de hausser les coûts des primes d'assurances détenues par les professionnels et les dirigeants des ordres professionnels. Toutefois, la situation est demeurée sous contrôle.

À l'automne 2004, l'Office des professions a demandé à deux experts d'examiner différents aspects reliés à l'assurance de la responsabilité professionnelle, eu égard au rôle de protection du public qui lui est dévolu. Ce groupe de travail a remis son rapport en mars 2006 et les membres de l'Office ont demandé que les recommandations soient soumises au Conseil interprofessionnel du Québec afin d'obtenir ses commentaires.

Pour sa part, l'Office des professions doit préparer son deuxième rapport sur l'application des dispositions relatives à la garantie contre la responsabilité qui doit être fournie par les membres des ordres professionnels. Ce rapport doit être produit au gouvernement en juin 2007 conformément à l'article 12 du Code des professions.

2.4 Baliser les règles applicables aux relations commerciales entre médecins et pharmaciens :

La compatibilité de certaines pratiques commerciales entre des médecins et des pharmaciens avec les normes déontologiques les gouvernant, dont le maintien de l'indépendance professionnelle et l'interdiction de situation de conflit d'intérêts, a été questionnée. Les loyers gratuits ou sans juste compensation offerts à des médecins par des pharmaciens ou chaînes de pharmacies (bannières) est la question qui a suscité le plus d'attention.

En novembre 2004, le ministre responsable de l'application des lois professionnelles a confié à l'Office des professions le mandat :

- a) d'examiner, avec les ordres professionnels, l'ensemble des relations commerciales entre médecins et pharmaciens et leur impact sur l'indépendance et l'intégrité de ces professionnels, notamment la question des loyers gratuits ou à rabais ;
- b) de demander aux ordres professionnels la possibilité d'évaluer l'harmonisation de leur code de déontologie avec les règles existantes ailleurs au Canada en ce qui a trait aux primes, rabais de location et tout autres questions connexes ;
- c) de faire une étude détaillée concernant l'impact qu'aurait l'entrée en vigueur des lois et règlements permettant l'exercice de la médecine et de la pharmacie en société sur le respect des obligations déontologiques des professionnels de la santé concernés.

L'Office a déposé un avis au ministre responsable de l'application des lois professionnelles qui a été rendu public le 14 octobre 2005. Des discussions ont été alors entreprises avec le Collège des médecins et l'Ordre des pharmaciens pour assurer la mise en application des recommandations de l'Office.

Ces discussions ont été fructueuses et elles ont ouvert la voie à la préparation par l'Office d'un projet législatif. Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles a donc présenté à l'Assemblée nationale, le 15 novembre 2006, le Projet de loi modifiant le Code des professions et la Loi sur la pharmacie (P.L. no^o 54). Ce Projet de loi a fait l'objet de consultations particulières et d'une étude détaillée devant la Commission des institutions en février 2006.

3. Assurer la mise en œuvre de la modernisation de l'organisation professionnelle du secteur de la santé et des relations humaines.

L'adoption de la Loi modifiant le *Code des professions* et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé (Projet de loi 90), en juin 2002, a marqué l'aboutissement des travaux de l'Office au regard des professionnels de la santé œuvrant principalement dans le réseau public des soins. Les nouvelles dispositions permettent désormais à ces derniers d'agir en misant sur le plein potentiel des ressources du réseau, dans un esprit de collaboration entre les disciplines, tout en maintenant la vigilance requise en ce qui a trait à la protection du public.

L'entrée en vigueur de la loi a entraîné des effets sur la réglementation. Au cours de l'année 2006-2007, l'Office a soutenu l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec et le Collège des médecins à l'égard de la réglementation permettant un rôle accru aux infirmières et infirmiers, particulièrement celle visant l'infirmière praticienne spécialisée de première ligne, afin d'améliorer l'accessibilité et la qualité des services dans le réseau de la santé et des services sociaux. Le corpus réglementaire en vue de permettre la pratique spécialisée infirmière de première ligne a été publié à la Gazette officielle du Québec, à titre de projet, le 7 février 2006, assortie d'un délai de consultation de 45 jours.

Quant aux suites du rapport du Comité chargé de conseiller l'Office sur la contribution des infirmières et infirmiers auxiliaires à la thérapie intraveineuse, en 2006-2007, l'Office a soutenu l'Ordre des infirmières et infirmiers et l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires dans la préparation de la réglementation pertinente. Les travaux progressent de façon satisfaisante.

4. Revoir le champ de pratique des ingénieurs pour tenir compte des nouvelles conditions d'exercice.

L'Office a produit en 2001 un document de travail proposant quatre orientations devant servir à la révision de la Loi sur les ingénieurs. L'Ordre des ingénieurs et celui des technologues professionnels ont accepté que soit confié à un comité d'experts le soin d'analyser ces orientations et de proposer des voies de mise en œuvre. Une première réunion de ce comité n'a pas permis de faire consensus sur la façon de faire progresser la réflexion.

Après consultation des ordres concernés au cours du mois de décembre 2003, l'Office a pu relancer les travaux en précisant son approche d'analyse et en portant de trois à cinq membres la composition du Comité d'experts.

Depuis avril 2004, des études et des analyses d'envergure ont été effectuées afin d'alimenter les travaux du comité d'experts. Celui-ci s'est réuni à 56 reprises entre avril 2004 et décembre 2006, dont 36 réunions régulières et 9 journées consacrées à des rencontres avec des témoins experts. Par ailleurs, des consultations ont été menées auprès des ordres concernés et du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport concernant les différents programmes d'études collégiales dans le domaine des technologies. Au terme de ses travaux, le groupe expert a déposé à l'Office son rapport en février 2007.

5. Autoriser de nouveaux modes d'exercices professionnels pour permettre des formes modernes de regroupement.

En 2001, l'Assemblée nationale sanctionnait une Loi permettant aux professionnels d'exercer des activités professionnelles au sein d'une société par actions ou en nom collectif à responsabilité limitée, à condition que leur ordre encadre cette pratique par règlement prévoyant, notamment, les normes relatives à la détention d'actions ou de parts, les informations à transmettre et l'assurance responsabilité professionnelle que doit maintenir la société.

Cette Loi est la réponse à des enjeux soulevés par les ordres. La concurrence, l'omniprésence des multinationales, la mondialisation des marchés, les coûts reliés à l'exercice d'une profession, notamment, constituaient des incitatifs pour leur donner une

telle possibilité. Quoique la Loi soit en vigueur, ces enjeux demeurent une réalité pour les professionnels dont les ordres n'ont pas encore adopté de règlement.

Depuis l'entrée en vigueur de cette Loi, cinq règlements sont en vigueur, soit ceux régissant les comptables agréés, les avocats, les notaires, les comptables généraux licenciés et les médecins.

Contribuer au développement économique et social

1. Favoriser les adaptations nécessaires des champs d'exercices et des règles de pratique.

- L'Office a entrepris au cours de l'exercice 2005-2006, en collaboration avec l'Ordre des comptables agréés, l'Ordre des comptables généraux licenciés et l'Ordre des comptables en management accrédités, la mise à jour des règles d'exercice professionnel en matière de comptabilité publique au Québec.

On se rappellera qu'en octobre 2005, le ministre responsable de l'application des lois professionnelles a demandé à l'Office des professions du Québec d'identifier dans les meilleurs délais, en collaboration avec les ordres comptables du Québec, les solutions possibles et les moyens de mise en œuvre afin que les comptables ayant les compétences nécessaires puissent exercer la vérification publique au Québec. Cette demande faisait suite au rapport du Groupe spécial formé pour étudier la plainte déposée par l'Association des comptables généraux accrédités du Nouveau-Brunswick en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) pour se voir reconnaître le droit d'exercer la comptabilité publique au Québec.

Les travaux ont progressé de façon très satisfaisante. L'Office a donc été en mesure de proposer au ministre responsable de l'application des lois professionnelles un projet législatif. Le Projet de loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les comptables agréés concernant la comptabilité publique (P.L. no° 64) a été présenté par le ministre responsable de l'application des lois professionnelles à l'Assemblée nationale, le 14 décembre 2006. À terme, ce projet devrait permettre aux membres de l'Ordre professionnel des comptables généraux licenciés du Québec et de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec, titulaires du permis de comptabilité publique délivré par leur ordre respectif, d'exercer la comptabilité publique, telle que définie dans la Loi sur les comptables agréés qui est modifiée à cette fin.

- L'Office a mis sur pied en 2005-2006 un comité aux fins d'évaluer la formation des techniciens en architecture. Ces travaux s'inscrivent dans la foulée de l'élaboration de la réglementation prévue à l'article 5.1 de la Loi sur les architectes. Le Comité a remis son rapport à l'Office en mars 2006. Toujours dans cette même foulée, au cours de l'exercice 2006-2007, un nouveau comité a été formé afin cette fois de procéder à une analyse à l'égard de la formation des architectes. Les travaux se poursuivent.

2. Soutenir le développement de pratiques interdisciplinaires et multidisciplinaires.

- L'Office offre un soutien constant aux ordres dans leurs activités réglementaires à cet égard.

3. Assurer une veille stratégique des expériences hors Québec.

- Consciente de l'importance de se tenir informé des expériences hors Québec en matière de réglementation professionnelle, une équipe a été formée au sein du personnel de l'Office afin d'exercer une veille portant notamment sur les modifications pouvant être apportées aux lois, règlements ou lignes directrices régissant les professionnels nord-américains.

Faire connaître les orientations et les résultats du système professionnel

Développer des stratégies pour faire connaître les orientations et les résultats du système professionnel en :

- soupesant les bénéfices nets du système professionnel.

Un cadre d'analyse des facteurs à considérer pour une évaluation avantages/coûts des réglementations professionnelles au Québec a été développé. Cet exercice a fait ressortir que l'évaluation de ces avantages se heurte à de nombreuses difficultés conceptuelles et factuelles. L'Office a donc renoncé à donner suite à cette orientation.

- en développant les outils nécessaires pour une meilleure connaissance du système professionnel.

Par ailleurs, l'Office a poursuivi, en collaboration avec une firme de consultants en informatique, le développement d'une nouvelle structure de la banque de données qui devrait permettre, une fois mise en opération, une reddition de compte plus complète du système professionnel.

L'Office a effectué également des travaux en vue de la révision du Règlement sur les normes relatives à la rédaction et au contenu du rapport annuel des ordres professionnels. Des consultations auprès du Conseil interprofessionnel et des ordres ont été menées et un Règlement a été publié à la Gazette officielle du Québec, à titre de projet, le 14 février 2007. Une fois entré en vigueur, celui-ci apportera une contribution à cette reddition de compte.

ORIENTATION STRATÉGIQUE 2 – UN SYSTÈME PROFESSIONNEL OUVERT SUR LE MONDE

Faciliter la mobilité des professionnels québécois et étrangers

Dans le cadre du commerce intérieur canadien, soutenir la négociation et la mise en œuvre des ententes de reconnaissance mutuelle en :

- assurant le partage de l'information sur les orientations gouvernementales et l'évolution des travaux.

Dans le cadre d'une action continue de mise en œuvre du chapitre 7 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), l'Office :

- a soutenu les ordres professionnels dans la négociation et la mise en œuvre des ententes de reconnaissance mutuelle;
- a soutenu certains travaux du coordonnateur québécois de la mobilité de la main-d'œuvre notamment, en collaborant aux consultations et aux enquêtes effectuées auprès des ordres professionnels;
- a identifié divers ajustements pouvant être apportés à l'encadrement juridique professionnel pour faciliter la mise en œuvre des ententes;
- a continué à assurer la diffusion de l'information à ce sujet auprès des ordres professionnels;
- a soutenu le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministère de la Justice à l'égard de la plainte déposée par l'Association des comptables généraux accrédités du Nouveau-Brunswick (soutenus par CGA Canada et CGA Québec) qui avait entrepris des procédures en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) pour se voir reconnaître le droit d'exercer la comptabilité publique au Québec. Il faut savoir qu'au Nouveau-Brunswick, les CGA peuvent effectuer ce qui est, là-bas, communément appelé de l'expertise comptable.
- en s'assurant que les ordres possèdent les moyens nécessaires pour la mise en œuvre des ententes de reconnaissance mutuelle.

Dans le cadre des échanges internationaux, participer au développement des positions québécoises en concertation avec les ordres.

Conformément à l'échéancier de négociations établi à Doha, les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), comme le Canada, ont présenté leurs demandes initiales à l'été 2002. L'Office a procédé à l'analyse des demandes concernant les services professionnels que le Canada a reçus en provenance d'une vingtaine de pays. Les recommandations de l'Office ont été intégrées à la position du gouvernement du Québec dans le cadre des négociations commerciales internationales.

Approuvée par le Conseil des ministres le 5 mars 2003, cette position servira de guide pour les négociations à l'égard de l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS), mais aussi pour les divers accords multilatéraux, comme la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), ou bilatéraux, comme l'Accord de libre-échange Canada-Chili. L'offre initiale canadienne présentée à l'ensemble des membres de l'OMC le 31 mars 2003 reflétait cette position. Par ailleurs, l'Office a continué d'assurer la diffusion de l'information à ce sujet auprès des ordres.

Notons finalement, que les négociations dans le cadre des Accords de commerces et des services de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont suspendues pour une période indéterminée.

ORIENTATION STRATÉGIQUE 3 – UN CADRE DE GESTION DYNAMIQUE

Développer une gestion par résultat.

Découlant des obligations de la Loi sur l'administration publique, l'Office s'est doté, dès le printemps 2001, d'un plan stratégique et d'une Déclaration de services aux citoyens. Ce premier plan stratégique, prévu initialement jusqu'en 2004, s'est poursuivi en 2004-2005. Il est apparu préférable en effet, de poursuivre la réalisation de certaines activités prévues à ce plan stratégique compte tenu de la nature des dossiers en cours d'exécution et des objectifs pluriannuels fixés pour bon nombre d'entre eux. L'Office a par ailleurs soumis au ministre responsable de l'application des lois professionnelles son rapport de gestion pour l'exercice 2005-2006 et il a poursuivi l'atteinte des objectifs prévus à sa planification stratégique pour la période 2005-2008.

Réviser les processus de travail internes et assurer la circulation de l'information

L'Office s'est doté également d'objectifs en vue de la révision des processus de travail basé sur la participation directe des ressources internes. En 2005-2006, la mise en place du nouveau plan de gestion documentaire a été complétée et des efforts particuliers ont été consentis à l'égard du système de gestion des plaintes reçues à l'Office. Ainsi, un rapport informatisé de suivi des demandes de renseignements et des plaintes a été élaboré et mis en opération. Depuis, des rapports trimestriels sont disponibles pour les autorités de l'Office.

Au cours de l'exercice 2006-2007, la *Politique linguistique de l'Office des professions du Québec* a été approuvée et diffusée auprès de l'ensemble de son personnel. Celle-ci s'inscrit dans l'objectif bien arrêté de développer et de mettre à jour les directives et les politiques administratives utiles au bon fonctionnement de l'Office.

Contribuer au développement des compétences du personnel.

L'Office s'est également doté d'un plan de développement des compétences du personnel basé sur les besoins de développement individuel de même que sur les besoins de l'organisation. L'ensemble de ceux-ci est révisé annuellement et la direction de l'Office se donne des priorités organisationnelles. L'Office investit environ 2% de sa masse salariale pour le développement des compétences de son personnel.

II. OBJECTIFS DU PLAN STRATÉGIQUE 2005-2008 DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

Les objectifs du Plan stratégique 2005-2008 de l'Office des professions visent principalement à centrer le système professionnel sur sa mission première d'assurer la protection du public et à favoriser la réalisation des services à la population que le gouvernement a mis en priorité. Des mesures visant à mobiliser les ressources et à optimiser les outils en vue de permettre une reddition de compte efficace vont soutenir la réalisation de ce plan stratégique.

À cette fin, les acteurs du système professionnel seront invités à réfléchir sur les enjeux liés à la mission d'assurer la protection du public et sur les mesures à mettre en place en vue de recentrer l'action sur l'exercice de cette mission.

Des interventions sont prévues en vue :

- de renforcer les garanties de compétence, de responsabilité et d'intégrité du système professionnel, en particulier, par une révision du *Code des professions* en vue, notamment, de permettre une gestion plus moderne;
- d'adapter le système professionnel aux nouvelles réalités de pratique;
- de revoir les règles et les processus applicables à l'égard des demandes de rehaussement de la formation pour la délivrance du permis d'exercice par les ordres professionnels ;
- de promouvoir les actions du système professionnel axées sur la protection du public.

De plus, l'Office des professions et ses partenaires sont étroitement associés dans la réalisation des objectifs prévus au plan d'action gouvernemental visant à améliorer les services à la population, notamment en matière de santé et d'accessibilité des ressortissants étrangers aux professions réglementées.

Ainsi, l'Office va contribuer, en concertation avec les ordres professionnels, à l'amélioration de l'état de santé de la population et à rendre accessibles des services sociaux et de santé de qualité en finalisant, en collaboration avec les différents partenaires, dont le MSSS, les travaux du groupe expert en santé mentale et en relations humaines. L'Office participe également à différents travaux en vue de faciliter l'intégration des personnes immigrantes aux professions réglementées.

Enfin, l'Office mise sur différentes mesures administratives visant à faciliter l'atteinte de ces objectifs et à améliorer la reddition de compte dans le contexte de la modernisation de l'État. Il vise notamment à améliorer les façons de faire et les processus de coordination internes, à accentuer les efforts de mobilisation des ressources vers l'atteinte des objectifs, tant à l'interne qu'à l'externe et à compléter le développement d'indicateurs pour mesurer le niveau de réalisation des priorités d'action de l'Office.

Dans le contexte où le plan stratégique 2005-2008 de l'Office s'inscrit dans la continuité du plan stratégique 2001-2005, à l'égard de la protection du public, plusieurs des réalisations de l'année 2006-2007 se retrouvent dans la mise à jour des différentes fiches découlant du plan stratégique 2001-2005.

Soulignons toutefois certaines autres réalisations majeures pour la période 2006-2007 qui s'ajoutent à celles précédemment mentionnées. Ainsi, trois projets de loi ont été préparés et sont entrés en vigueur. Ces projets sont :

- Loi modifiant la Loi sur le Barreau (P.L. no° 6) entrée en vigueur le 9 juin 2006;
- Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés (P.L. no° 7) entrée en vigueur le 14 juin 2006;
- Loi modifiant le Code des professions concernant la délivrance des permis (P.L. no° 14) entrée en vigueur le 14 juin 2006.

Rappelons que la Loi modifiant le Code des professions concernant la délivrance des permis s'inscrit dans le suivi du rapport de l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger. Le ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles a demandé à l'Office des professions de préparer un projet législatif modifiant le Code des professions. Ces modifications ont été proposées en vue de fournir aux ordres professionnels de nouveaux moyens pour la reconnaissance de la formation et des diplômes des personnes formées hors Québec. En ce sens, les ordres pourront délivrer trois types de permis : des permis restrictifs temporaires, des permis restrictifs permanents, appelés « permis spéciaux », et des permis sur présentation d'un permis pour les personnes membres d'un ordre professionnel à l'extérieur du Québec.

Cette Loi édicte également que les ordres professionnels doivent déterminer, par règlement, une procédure de révision de la décision de reconnaître ou non, par équivalence, une formation ou un diplôme obtenus hors Québec, par des personnes distinctes de celles qui l'auront rendue.

Par ailleurs, dans le cadre des travaux visant la modernisation des champs d'exercice dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines, à la suite du dépôt du rapport du groupe expert chargé de le conseiller dans ce domaine et après avoir obtenu les orientations

gouvernementales, l'Office a mené une consultation sur la base du rapport du groupe expert auprès des ordres concernés (Collège des médecins, Ordre des ergothérapeutes, Ordre des conseillers et conseillères d'orientation et des psychoéducateurs et psychoéducatrices, Ordre des infirmières et infirmiers, Ordre des psychologues, Ordre des travailleurs sociaux), du Conseil interprofessionnel et de nos principaux partenaires. Un projet législatif tenant compte des préoccupations exprimées lors de cette consultation est en préparation.

Il est important ici de noter les activités liées à la concertation avec les partenaires des milieux de l'enseignement et le rôle-conseil de l'Office auprès des nos partenaires gouvernementaux sur des sujets visant les garanties de compétence, de responsabilité et d'intégrité du système professionnel ainsi qu'à l'égard de son fonctionnement.

Avec les milieux de l'enseignement, l'Office a concentré ses efforts au cours 2006-2007 afin de rechercher l'adhésion de ses partenaires à une proposition de mécanisme amélioré de concertation à l'égard des formations de niveau universitaire donnant accès au permis d'un ordre professionnel. Cette proposition vise à adapter les processus utilisés par chacun des partenaires permettant un échange d'information à des moments charnières.

Par ailleurs, la recherche d'une proposition de mécanisme de concertation à l'égard des formations de niveau universitaire donnant accès au permis d'un ordre professionnel a permis à l'Office l'identification des paramètres applicables à l'analyse des demandes de désignation de nouveaux diplômes aux fins de la délivrance du permis d'un ordre professionnel, contribuant ainsi à la réalisation de l'un des objectifs au plan stratégique 2005-2008.

P.86 POUR LES ANNÉES 2005-2006 ET 2006-2007, INDIQUER :

- LA LISTE DES EMPLOYÉS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION EN INDIQUANT LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT;
- LA LISTE DES PERSONNES ET MEMBRES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT;
- LA LISTE DES PERSONNES ET MEMBRES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉS EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT.

- Année 2005-2006 - Annexe 1
Année 2006-2007 - Annexe 2
- Aucun
- Liste des membres qui ont été nommés :

NOM	TITRE	DÉBUT MANDAT	FIN MANDAT
Hélène Bronsard	membre	2006-10-03	2009-10-03
Maybel Garneau	membre	2006-10-03	2009-10-03
Gyslaine Samson Saulnier	membre	2006-10-03	2009-10-03

ANNEXE 1

Liste des membres du personnel de l'Office des professions du Québec.

Période du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006.

Nom	Prénom	Fonction	Échelle de traitement		Mandat	
			Minimum	Maximum	Date de début	Date de fin
AMYOT	DIANE	NOTAIRE	40 800,00 \$	93 085,00 \$	N/D	2005-09-30
AUGER	MÉLANIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	31 540,00 \$	33 549,00 \$	2004-06-21	2007-06-25
BOISSONNEAULT	LUCIE	AGENT DE RECHERCHE	34 510,00 \$	65 425,00 \$	N/D	
BOURQUE	DOROTHÉE-ANNE	AVOCATE	40 800,00 \$	93 085,00 \$	2000-12-01	
CARRIER	DENIS	AGENT DE RECHERCHE	34 510,00 \$	65 425,00 \$	N/D	
CHAILLEZ	UGO	AVOCAT	40 800,00 \$	93 085,00 \$	2005-02-14	2007-02-16
CHAUMEL	CHRISTINE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	31 540,00 \$	33 549,00 \$	N/D	
CHOUINARD	CLAUDE	TECH. INFORMATIQUE	31 759,00 \$	45 256,00 \$	2003-06-10	
DESROSIERS	MAUDE	AGENTE DE BUREAU	26 061,00 \$	31 942,00 \$	2006-03-07	2007-02-02
DIONNE	SYLVIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	31 540,00 \$	33 549,00 \$	N/D	
DUSABLON	DANIEL	TECH. INFORMATIQUE	31 759,00 \$	45 256,00 \$	2005-03-07	
FERLAND	PIERRE	AVOCAT	40 800,00 \$	93 085,00 \$	N/D	
FORTIN	HÉLÈNE	AVOCATE	40 800,00 \$	93 085,00 \$	2004-02-18	
GAGNÉ	MONIA	TECH. EN DROIT	28 088,00 \$	42 133,00 \$	2004-01-05	
GARNIER	ANTOINE	AVOCAT	40 800,00 \$	93 085,00 \$	2005-11-21	
GAUVIN	RÉAL	AGENT DE RECHERCHE	34 510,00 \$	65 425,00 \$	N/D	
GOSSELIN	KARINE	CONS. GESTION RESS. HUMAINES	46 067,00 \$	65 425,00 \$	2004-01-19	
HUDON	JULIE	AVOCATE	40 800,00 \$	93 085,00 \$	2006-01-09	
JONCAS	MARTIN	ANALYSTE EN INFORMATIQUE	35 126,00 \$	64 870,00 \$	N/D	
LAFRANCE	LISE	AGENT DE RECHERCHE	34 510,00 \$	65 425,00 \$	N/D	
LAROSE	CARMEN	TECH. ADMINISTRATION	28 088,00 \$	42 133,00 \$	2003-10-14	
LEBLANC	GINA	AVOCATE	40 800,00 \$	93 085,00 \$	2004-01-19	
LEFEBVRE	DIANE	PRÉPOSÉE AUX RENSEIGNEMENTS	27 924,00 \$	35 339,00 \$	N/D	
LEMIEUX	ANNE-MARIE	TECH. ADMINISTRATION	28 088,00 \$	42 133,00 \$	N/D	
LESAGE	FRANCE	AVOCATE	40 800,00 \$	93 085,00 \$	N/D	
LESSARD	DENIS	AGENT DE RECHERCHE	34 510,00 \$	65 425,00 \$	2004-02-16	
LEVESQUE	CLAUDE	TECH. INFORMATIQUE	31 759,00 \$	45 256,00 \$	N/D	
MARTINEAU	DENISE	BIBLIOTHECNIENNE	28 034,00 \$	41 676,00 \$	N/D	
MATHIEU	LUCIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	31 540,00 \$	33 549,00 \$	N/D	
MORENCY	GEORGETTE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	31 540,00 \$	33 549,00 \$	N/D	
MORIN	LYNN	TECH. ADMINISTRATION	28 088,00 \$	42 133,00 \$	N/D	
OUELLETTE	MÉLANIE	AGENT DE RECHERCHE	34 510,00 \$	65 425,00 \$	2004-08-16	2005-07-28
PLANTE	YVES	TECH. EN DROIT	28 088,00 \$	42 133,00 \$	N/D	
PLANTE	YVES	TECH. ADMINISTRATION	28 088,00 \$	42 133,00 \$	N/D	
POISSON	JEAN-MARTIN	AVOCAT	40 800,00 \$	93 085,00 \$	1999-08-02	
POITRAS	LINÉ	AGENT DE RECHERCHE	34 510,00 \$	65 425,00 \$	N/D	
RÉMILLARD	ROSAIRE	AGENT DE RECHERCHE	34 510,00 \$	65 425,00 \$	N/D	
ROY	JOCELYNE	AVOCATE	40 800,00 \$	93 085,00 \$	N/D	2005-12-02
VACHON	SYLVIE	TECH. ADMINISTRATION	43 649,00 \$	47 100,00 \$	N/D	
VAILLANCOURT	NATHALIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	31 540,00 \$	33 549,00 \$	N/D	

Liste du personnel d'encadrement

Nom	Prénom	Fonction	Traitement	Mandat	
				Date de début	Date de fin
RENY	CHRISTIAN	CADRE	88 196,00 \$	N/D	
RINFRET	MARIE	CADRE JURIDIQUE	116 356,00 \$	2003-12-01	
SPARER	MICHEL	CADRE	88 196,00 \$	N/D	

ANNEXE 2

Liste des membres du personnel de l'Office des professions du Québec.
Période du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007

Nom	Prénom	Fonction	Échelle de traitement		Mandat	
			Minimum	Maximum	Date de début	Date de fin
AUDET	MARIELLE	CONS. GESTION RESS. HUM.	46 988,00 \$	66 734,00 \$	2006-10-23	
AUGER	MÉLANIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	33 787,00 \$	36 380,00 \$	2004-06-21	
BOISSONNEAULT	LUCIE	AGENTE DE RECHERCHE	35 200,00 \$	66 734,00 \$	N/D	
BOURQUE	DOROTHÉE-ANNE	AVOCATE	41 616,00 \$	94 947,00 \$	2000-12-01	
CARRIER	DENIS	AGENT DE RECHERCHE	35 200,00 \$	66 734,00 \$	N/D	
CHAILLEZ	UGO	AVOCAT	41 616,00 \$	94 947,00 \$	2005-02-14	
CHAUMEL	CHRISTINE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	33 787,00 \$	36 380,00 \$	N/D	
CHOQUINARD	CLAUDE	TECH. INFORMATIQUE	32 399,00 \$	46 169,00 \$	2003-06-10	
DESHAIES	MEGGIE	TECH. EN DROIT	28 655,00 \$	42 973,00 \$	2006-05-23	2006-12-21
DESROSIER	MAUDE	AGENTE DE BUREAU	28 125,00 \$	34 864,00 \$	2006-03-07	2007-02-02
DIONNE	SYLVIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	33 787,00 \$	36 380,00 \$	N/D	
DUSABLON	DANIEL	TECH. INFORMATIQUE	32 399,00 \$	46 169,00 \$	2005-03-07	
FERLAND	PIERRE	AVOCAT	41 616,00 \$	94 947,00 \$	N/D	
FORTIN	HÉLÈNE	AVOCATE	41 616,00 \$	94 947,00 \$	2004-02-18	
GAGNÉ	MONIA	TECH. EN DROIT	28 655,00 \$	42 973,00 \$	2004-01-05	
GARNIER	ANTOINE	AVOCAT	41 616,00 \$	94 947,00 \$	2005-11-21	
GAUVIN	RÉAL	AGENT DE RECHERCHE	35 200,00 \$	66 734,00 \$	N/D	2006-09-05
GOSSELIN	KARINE	CONS. GESTION RESS. HUMAINES	46 988,00 \$	66 734,00 \$	2004-01-19	2006-09-29
HUDON	JULIE	AVOCATE	41 616,00 \$	94 947,00 \$	2006-01-09	
JONCAS	MARTIN	ANALYSTE DE L'INFORMATIQUE	35 829,00 \$	66 167,00 \$	N/D	2006-10-24
LAFRANCE	LISE	AGENTE DE RECHERCHE	35 200,00 \$	66 734,00 \$	N/D	
LAROSE	CARMEN	TECH. ADMINISTRATION	28 837,00 \$	43 302,00 \$	2003-10-14	
LEBLANC	GINA	AVOCATE	41 616,00 \$	94 947,00 \$	2004-01-19	
LEFEBVRE	DIANE	PRÉPOSÉE AUX RENSEIGNEMENTS	29 568,00 \$	37 877,00 \$	N/D	
LEFEBVRE	SUZANNE	AGENTE DE RECHERCHE	35 200,00 \$	66 734,00 \$	2006-09-18	
LEMIEUX	ANNE-MARIE	TECH. ADMINISTRATION	28 837,00 \$	43 302,00 \$	N/D	
LESAGE	FRANCE	AVOCATE	41 616,00 \$	94 947,00 \$	N/D	
LESSARD	DENIS	AGENT DE RECHERCHE	35 200,00 \$	66 734,00 \$	2004-02-16	
LEVESQUE	CLAUDE	TECH. INFORMATIQUE	32 399,00 \$	46 169,00 \$	N/D	2006-10-16
MANOUKIAN	LAURENCE	AGENTE DE BUREAU	28 125,00 \$	34 864,00 \$	2006-06-26	2006-08-18
MARTINEAU	DENISE	BIBLIOTHECNIENNE	28 874,00 \$	43 119,00 \$	N/D	
MATHIEU	LUCIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	33 787,00 \$	36 380,00 \$	N/D	
MEINRATH	CATHERINE	AVOCATE	41 616,00 \$	94 947,00 \$	2006-09-05	2006-12-21
MORENCY	GEORGETTE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	33 787,00 \$	36 380,00 \$	N/D	
MORIN	LYNN	TECH. ADMINISTRATION	28 837,00 \$	43 302,00 \$	N/D	
PLANTE	YVES	TECH. EN DROIT	28 655,00 \$	42 973,00 \$	N/D	2006-06-22
PLANTE	YVES	TECH. ADMINISTRATION	28 837,00 \$	43 302,00 \$	N/D	
POISSON	JEAN-MARTIN	AVOCAT	41 616,00 \$	94 947,00 \$	1999-08-02	
POITRAS	LINE	AGENTE DE RECHERCHE	35 200,00 \$	66 734,00 \$	N/D	
RÉMILLARD	ROSAIRE	AGENT DE RECHERCHE	35 200,00 \$	66 734,00 \$	N/D	2006-11-01
VACHON	SYLVIE	TECH. ADMINISTRATION	44 525,00 \$	48 050,00 \$	N/D	
VAILLANCOURT	NATHALIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	33 787,00 \$	36 380,00 \$	N/D	

Liste du personnel d'encadrement

Nom	Prénom	Fonction	Traitement	Mandat	
				Date de début	Date de fin
RENY	CHRISTIAN	CADRE	89 960,00 \$	N/D	
RINFRET	MARIE	CADRE JURIDIQUE	118 683,00 \$	2003-12-01	
SPARER	MICHEL	CADRE	89 960,00 \$	N/D	

P.87 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES ACHÉMINÉES À L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES ORDRES PROFESSIONNELS CONCERNÉS AVEC UNE BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS, ET CE, POUR 2005-2006 ET 2006-2007.

Le *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26) a prévu un certain nombre de recours pour le public en matière professionnelle et a désigné certaines entités pour traiter ces recours au sein des ordres eux-mêmes. Ainsi, le public peut s'adresser au Syndic de l'ordre, au Comité de révision de l'ordre, et au Comité de discipline de l'ordre. Enfin, pour faire appel d'une décision du Comité de discipline, le plaignant, tout comme le professionnel, peuvent faire appel, en dernier ressort, au Tribunal des professions composé de juges de la Cour du Québec.

L'Office des professions du Québec n'apparaît pas dans la chaîne des recours formels prévus à la loi. L'organisme n'a donc pas autorité pour infléchir ou renverser les décisions des entités auxquelles la loi a attribué compétence pour enquêter ou juger.

Il arrive toutefois que des personnes s'adressent à l'Office pour indiquer leur préoccupation ou leur insatisfaction à propos des recours qu'ils ont exercés. L'Office reçoit et traite ces demandes en respectant le cadre limité de son mandat en cette matière. Il joue plutôt un rôle de facilitateur, dans l'esprit de permettre aux personnes qui s'adressent à lui d'exercer leurs recours normalement auprès des instances compétentes.

À cette fin, l'Office veille principalement à donner à ses correspondants les renseignements nécessaires à une bonne compréhension de leur situation et à leur orientation parmi les divers recours. Il veille également à favoriser le retour à une communication utile entre le correspondant et l'ordre lorsqu'il y a problème à cet égard. Ce faisant, l'Office n'intervient pas quant au fondement de la demande. Il se limite à vérifier que les personnes concernées font face à un processus normal ou que l'ordre est sensibilisé à un aspect apparemment anormal et y remédie.

L'Office n'étant pas un point de passage obligé pour l'exercice des recours, les données relatives à ces plaintes ne constituent pas un portrait exhaustif des problématiques vécues dans le système. Elles ne permettent pas d'établir des comparaisons de performance entre les 45 ordres. Les situations sont en effet trop variables d'un ordre à l'autre quant au nombre des membres et surtout quant à la nature de l'activité.

On peut néanmoins dégager certaines données indicatives du volume et de la nature des plaintes dont l'Office est saisi. Ces données sont calculées au 31 mars 2007.

L'Office a reçu et traité 171 plaintes écrites en 2005-2006 et 168 en 2006-2007.

Plusieurs de ces plaintes concernent des insatisfactions qui ne nécessitent pas toujours l'intervention de l'Office ou encore, elles peuvent se régler par une explication fournie par téléphone.

Néanmoins, il arrive que l'Office doive intervenir auprès d'un ordre pour favoriser le retour à une communication normale entre l'ordre et le plaignant ou pour assurer la progression du dossier dans les délais prévus. Ainsi, en 2005-2006 et 2006-2007, l'Office est intervenu respectivement 56 et 60 fois auprès des ordres professionnels.

Les interventions consistent à entrer en contact avec l'ordre pour le sensibiliser au besoin d'information d'un correspondant de même que pour rappeler les dispositions de la loi prévoyant certaines mesures d'information (Art. 123 et 123.1 du *Code des professions*). Pour s'assurer du suivi de l'intervention, l'Office informe le plaignant de sa démarche en l'invitant à lui signaler la persistance du problème au-delà d'un délai donné qui est fixé en fonction de la situation à résoudre.

Généralement, ce qui amène le public à se plaindre à l'Office concerne les sujets suivants :

Sujets	2006-2007 %	2005-2006 %
Réponse du syndic (retard)	26 %	32 %
Réponse du syndic (teneur, attitudes)	20 %	16 %
Réponse du Comité de révision	3 %	6 %
Décision du Comité de discipline	4 %	2 %
Indemnisation/assurance	1 %	3 %
Conciliation/arbitrage d'honoraires	6 %	9 %
Inspection professionnelle	4 %	---
Admission, réadmission, équivalence	14 %	11 %
Plainte d'un professionnel à l'égard de son syndic	1 %	1 %
Plainte contre un professionnel	10 %	9 %
Divers	11 %	11 %

De plus, l'Office reçoit et traite chaque année de nombreux appels téléphoniques concernant principalement des demandes de renseignements. Toutes ces actions sont bien sûr menées dans l'esprit de la Déclaration de services aux citoyens de l'Office.

P.88 COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES AU CONSEIL DES MINISTRES À L'ÉGARD DESQUELS L'OFFICE DES PROFESSIONS A ÉMIS DES COMMENTAIRES ET NATURE DE CES COMMENTAIRES.

Quant à la demande de copie de la partie accessible au public des mémoires sur lesquels l'Office a émis des commentaires, elles relèvent des ministères responsables de la production de ces documents, c'est-à-dire, selon le cas, le ministère du Conseil exécutif, le ministère des Finances, le ministère de la Justice et le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Essentiellement, la nature des commentaires de l'Office sur ces mémoires concernait l'impact des recommandations proposées à l'égard du système professionnel.

P.89 BILAN DE LA RÉALISATION DU PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL SUR LA MISE À JOUR DU SYSTÈME PROFESSIONNEL QUÉBÉCOIS INCLUANT UN ÉTAT DE SITUATION POUR CHACUN DES SIX PROJETS.

Mise à jour du système : le plan d'action ministériel

En novembre 1999, la ministre responsable de l'application des lois professionnelles a rendu public un plan de mise à jour du système professionnel. Ce plan tient compte de l'avis que l'Office des professions avait donné sur le sujet en 1997 et des réflexions suscitées depuis. Il vise également à ce que le système professionnel dispose, le plus possible, des moyens nécessaires pour prendre acte des besoins que provoque l'évolution de notre société moderne à tous les points de vue et qu'il soit capable d'y adapter ses mécanismes.

Le plan d'action comporte six projets qui répondent chacun à des attentes clairement exprimées par les principaux partenaires et acteurs du système. Quatre concernent l'ensemble du système professionnel alors que deux ont une portée sectorielle. Chaque projet s'articule également autour de trois objectifs, soit :

- l'assouplissement et l'allègement du cadre réglementaire;
- l'efficacité accrue des mécanismes de protection du public prévus par le *Code des professions*;
- la plus grande ouverture des milieux professionnels à la coexistence de plusieurs disciplines (multidisciplinarité) et à la mise en commun de leurs compétences respectives (interdisciplinarité).

<p>Projet 1 – L'allègement du cadre réglementaire des professions et de son processus d'adoption</p>

Un premier groupe de travail, constitué principalement de représentants des ordres professionnels, s'est consacré à réviser les diverses dispositions législatives édictant les obligations faites aux ordres en vue de faciliter et de rendre plus efficace l'accomplissement de leur mission. Les travaux se sont échelonnés sur deux ans. Les orientations envisagées ont fait l'objet d'une consultation générale des ordres sur divers sujets, notamment sur un allègement des processus réglementaires, un meilleur contrôle des candidats à l'exercice de la profession et des membres de l'ordre, ainsi que des mesures mieux adaptées aux impératifs de mobilité des professionnels.

Le rapport propose près de deux cents recommandations dont la plupart appellent des modifications au Code des professions. L'Office a préparé un projet préliminaire de Code modifié visant à donner les suites appropriées à ce rapport. Des consultations auprès de plusieurs ordres professionnels ont été effectuées au printemps 2003. Cet exercice a permis de constater l'adéquation entre les modifications suggérées au Code et les recommandations formulées. D'ailleurs, le législateur a déjà donné suite à certaines recommandations dans le cadre de l'adoption du P.L. 41 (Loi modifiant le Code des professions) qui a été sanctionné le 17 juin 2004.

Un groupe de travail, dirigé par le président de l'Office, a revu au cours de l'année 2004 l'ensemble des recommandations formulées et a actualisé les demandes en fonction des besoins du système professionnel en matière de protection du public. En 2005-2006, le résultat de ces travaux a été soumis au ministre responsable de l'application des lois professionnelles. L'Office a mené une consultation relative aux propositions de modifications au Code des professions auprès des ordres professionnels, du Conseil interprofessionnel et de certains partenaires.

Un projet législatif tenant compte des préoccupations manifestées lors de cette dernière consultation a été préparé et le 13 décembre 2006, le ministre responsable de l'application des lois professionnelles présentait à l'Assemblée nationale le Projet de loi modifiant le code des professions et d'autres dispositions législatives (P.L. no° 56).

Projet 2 – L'amélioration des mécanismes de contrôle : l'inspection et la discipline

Un autre groupe de travail, constitué dans le même esprit que pour le projet 1 s'est penché sur les améliorations à apporter aux principaux mécanismes de contrôle de l'exercice professionnel, soit l'inspection professionnelle et la discipline. Plus précisément, les recommandations se rapportent à un bureau du syndic mieux organisé, plus cohérent et mieux outillé et visent à rendre le comité de discipline plus efficace et rapide.

Les réflexions et consultations ont été menées en suivant le modèle mentionné plus haut. Les propositions de modifications au Code des professions ont été introduites au Projet de loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives.

Projet 3 – De nouvelles formes juridiques pour l'exercice des professions

Le Projet de loi 169 a été présenté à l'Assemblée nationale le 1^{er} décembre 2000 et adopté en 2001. Il a mené à l'introduction au Code des professions de la faculté, accordée à chacun des ordres professionnels, d'autoriser par règlement ses membres à exercer leurs activités professionnelles au sein de deux types de sociétés: la société en nom collectif à responsabilité limitée et la société par actions. Ce régime nouveau est notamment caractérisé par un aménagement plus souple qu'auparavant de la responsabilité professionnelle.

La loi elle-même comporte peu de prescriptions, sinon l'obligation pour le membre qui se conforme aux conditions d'autorisation de le déclarer à l'ordre et, surtout, celle de fournir et maintenir une garantie contre la responsabilité professionnelle (une assurance notamment), pour la société, en guise de contrepartie à la suppression du droit de faire appel au patrimoine de chacun des professionnels du groupe, étranger ou pas à l'acte fautif. Du reste, la loi laisse intactes l'imputabilité individuelle et la responsabilité de chaque professionnel, en regard des activités qu'il accomplit lui-même ou sous sa supervision.

Ainsi habilités, plusieurs ordres professionnels ont entrepris d'examiner les conditions à prévoir pour l'autorisation y incluant les adaptations aux règles déontologiques qui deviendraient requises, quant à la dénomination sociale et aux honoraires notamment. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, cinq règlements ont été approuvés par le gouvernement, sur recommandation de l'Office, soit ceux régissant les comptables agréés, les avocats, les notaires et les comptables généraux licenciés. Plus récemment, soit en mars 2006, le Règlement sur l'exercice de la profession médicale en société est entré en vigueur.

Projet 4 – Soupeser les bénéfices nets du système professionnel

Le quatrième projet vise à doter le système d'un outil de mesure pour en arriver à évaluer ses bénéfices nets pour la population. À cette fin, l'Office a demandé à un économiste d'identifier les paramètres d'analyse qui permettront d'en dégager les avantages socio-économiques. Les travaux ont permis de développer un cadre d'analyse des facteurs à considérer pour une évaluation avantages-coûts. Cet exercice a toutefois fait ressortir que l'évaluation de ces avantages se heurte à de nombreuses difficultés conceptuelles et factuelles de sorte que l'Office n'a pas poursuivi la réalisation de ce projet.

Projet 5 – Révision des champs de pratique

■ Révision du champ de pratique des architectes

La Loi sur les architectes a été modifiée par l'Assemblée nationale en décembre 2000. Cette révision avait pour but de remplacer les normes désuètes qui balisaient alors le domaine d'intervention de l'architecte et que beaucoup trouvaient trop restrictives, notamment l'Ordre des technologues professionnels. La Loi libéralise dans une certaine mesure la pratique de l'architecture là où d'autres règles offrent les garanties nécessaires pour la protection du public. Elle prévoit à l'article 5.1 l'obligation pour l'Ordre des architectes d'autoriser des personnes autres que des architectes à exercer certaines activités réservées aux architectes, selon un mécanisme réglementaire d'application connue au sein du système professionnel. La

Loi prévoyait également qu'un rapport ministériel devait être présenté à l'Assemblée nationale dans les deux ans de l'entrée en vigueur de la loi, soit en décembre 2002.

Un rapport a effectivement été déposé à l'Assemblée nationale en décembre 2002. Celui-ci mentionnait notamment qu'aucun règlement n'avait été adopté par l'Ordre des architectes et qu'aucun jugement ne pouvait par conséquent être porté quant à l'application du mécanisme d'autorisation d'acte. Un projet préliminaire de règlement transmis à l'Office s'est révélé nettement insuffisant en ce qu'il n'autorisait véritablement aucun acte professionnel à qui que ce soit.

Une Commission parlementaire s'est tenue en février 2003 sur cette question sans qu'il puisse y avoir consensus sur les modifications à apporter. Au contraire, les architectes se sont montrés opposés à tout nouveau partage de leur domaine d'exclusivité alors que d'autres intervenants ont fait certains commentaires. Notamment, l'Union des producteurs agricoles a demandé une libéralisation totale en ce qui a trait aux bâtiments agricoles et les designers d'intérieurs ont réclamé le retrait du design d'intérieur du champ de l'architecture.

Dans un objectif de favoriser la progression de ce dossier, l'Office a mis sur pied en 2005-2006 un comité aux fins d'évaluer la formation des techniciens en architecture. Le rapport a été remis à l'Office en mars 2006. Toujours dans cette même foulée, au cours de l'exercice 2006-2007, un nouveau comité a été formé afin cette fois de procéder à une analyse à l'égard de la formation des architectes. Les travaux se poursuivent.

■ Révision du champ de pratique des ingénieurs

Depuis plusieurs années, l'Ordre des ingénieurs fait valoir un décalage important entre l'exercice moderne du génie et la loi qui en régit la pratique.

En avril 2001, l'Office a produit un document de travail dans lequel il propose quatre orientations de base devant servir à la révision de la loi :

1. définir un champ descriptif de la pratique des ingénieurs qui tienne compte des méthodes propres à ce domaine;
2. définir des activités réservées non pour l'ensemble du génie, mais par domaine particulier du génie;
3. à partir des actes réservés, identifier les exceptions permettant aux autres professionnels d'exercer leurs compétences;
4. assouplir l'exercice du génie en entreprise par le recours aux technologues.

Sur la base de ces recommandations, l'Ordre des ingénieurs et celui des technologues ont accepté que soit confié à un Comité d'experts le soin d'analyser ces orientations et de proposer des voies de mise en œuvre. Une première réunion d'experts s'est tenue en juillet 2001 et elle n'a pas permis de faire progresser la réflexion. Par la suite, l'Office a engagé un consultant pour effectuer des recherches en vue de documenter et préciser davantage les orientations soumises.

En décembre 2003, l'Office a vérifié auprès de l'Ordre des ingénieurs son intérêt à reprendre l'exercice en vue de réviser le champ d'exercice des ingénieurs à partir des travaux réalisés par le consultant. La proposition de l'Office visait également à augmenter de trois à cinq le nombre de membres du Comité d'experts, soit trois ingénieurs et deux technologues professionnels.

L'Ordre des ingénieurs et l'Ordre des technologues professionnels ont accepté la proposition de l'Office et ont collaboré à la désignation des experts par l'Office. Le Comité s'est réuni à 56 reprises entre avril 2004 et décembre 2006, dont 36 réunions régulières et 9 journées consacrées à des rencontres avec des témoins experts. Par ailleurs, des consultations furent menées auprès des ordres concernés et du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport concernant les différents programmes d'études collégiales dans le domaine des technologies. Au terme de ses travaux, le groupe expert a déposé à l'Office son rapport en février 2007.

Projet 6 – La mise à jour de l'organisation professionnelle du secteur de la santé et des relations humaines

Premier rapport : Le secteur public

Plus de la moitié des professions réglementées au Québec sont reliées à la santé (26/45). Pour la plupart, leur champ d'exercice a été fixé en 1973 et n'a pas été substantiellement revu depuis. Il fallait donc revoir ces champs, non seulement pour éliminer certaines barrières liées à leur définition, mais surtout pour tenir compte de l'évolution considérable des connaissances des professionnels, des techniques, des façons de faire et aussi des besoins du milieu.

En novembre 1999, un Groupe de travail ministériel sur les professions de la santé et des relations humaines a été constitué pour examiner la situation et présenter des solutions. Il a remis un premier rapport en décembre 2001; il recommandait notamment des modifications aux champs d'exercice des professionnels œuvrant dans le réseau public de la santé: diététistes, ergothérapeutes, infirmières et infirmiers, infirmières et infirmiers auxiliaires, inhalothérapeutes, médecins, orthophonistes et audiologistes, pharmaciens, physiothérapeutes, technologistes médicaux, technologues en radiologie.

À la suite de ce rapport, l'Office a reçu le mandat de procéder à une consultation et de proposer des modifications législatives qui fassent en sorte que la mise à jour des champs d'exercice permette l'évolution des pratiques professionnelles et crée un contexte favorable à la multidisciplinarité.

La Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé (2002, chapitre 33) a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en juin 2002. Ses principales dispositions sont entrées en vigueur en janvier 2003, à la suite d'un décret gouvernemental.

L'entrée en vigueur de la loi a entraîné des effets sur la réglementation. Au cours de l'année 2006-2007, l'Office a soutenu l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec et le Collège des médecins à l'égard de la réglementation permettant un rôle accru aux infirmières et infirmiers, particulièrement celle visant l'infirmière praticienne spécialisée de première ligne, afin d'améliorer l'accessibilité et la qualité des services dans le réseau de la santé et des services sociaux. Le corpus réglementaire en vue de permettre la pratique spécialisée infirmière de première ligne a été publié à la Gazette officielle du Québec, à titre de projet, le 7 février 2007.

Quant aux suites du rapport du comité chargé de conseiller l'Office sur la contribution des infirmières et infirmiers auxiliaires à la thérapie intraveineuse, l'Office en 2006-2007 a soutenu l'Ordre des infirmières et infirmiers et l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires dans la préparation de la réglementation pertinente. Les travaux progressent de façon satisfaisante et l'adoption d'un règlement par le Bureau de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec est prévue prochainement. v

Deuxième rapport : La santé mentale, les relations humaines et le secteur privé

Les travaux visaient cette fois la modernisation des champs d'activités des professionnels œuvrant dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines de même que les professionnels de la santé œuvrant principalement en cabinet privé. Les problématiques visées et l'état de situation de ce dossier ont fait l'objet d'une fiche distincte, soit la P-123.

P.90 ÉTAT DE SITUATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI 90, LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ, ET INDiquer:

- a) ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR L'ARTICLE 37.1 DE LA LOI QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER, INDiquer L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR;
 - b) ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR L'ARTICLE 12 DE LA LOI QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER, INDiquer L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR.
-

État de situation sur la mise en œuvre du projet de la Loi 90

Les dispositions du projet de la Loi 90 sont entrées en vigueur aux dates prévues au décret gouvernemental 1465-2002 du 11 décembre 2002, soit le 30 janvier 2003 et le 1^{er} juin 2003 à l'exception de l'article 37.1, sous-paragraphe i) du paragraphe 3^o du *Code des professions* et de l'article 12 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., c. I-8).

En ce qui concerne le sous-paragraphe i) du paragraphe 3^o de l'article 37.1 du *Code des professions*, il s'agit de la réserve de l'activité suivante : « procéder à des manipulations vertébrales et articulaires, lorsqu'une attestation de formation lui est délivrée par l'Ordre dans le cadre d'un règlement pris en application du paragraphe o) de l'article 94 ». Au moment de son entrée en vigueur, cette disposition législative sera applicable aux membres de l'Ordre professionnel de la physiothérapie et aura pour effet que ceux et celles qui désireront exercer cette activité devront détenir une attestation de formation délivrée par l'Ordre.

Au moment de décréter l'entrée en vigueur des dispositions de la Loi 90, l'Ordre des chiropraticiens s'est opposé à ce qu'une telle activité soit confiée aux membres de l'Ordre de la physiothérapie. C'est pour cette raison que l'entrée en vigueur de cette disposition a été retardée. Toutefois, dans les faits, l'introduction de cette activité à la liste des activités réservées aux membres de l'Ordre de la physiothérapie venait simplement confirmer un arrêt de la Cour d'appel du Québec dans l'affaire *Thomas c. Ordre des chiropraticiens du Québec* [2000] R.J.Q. 625.

En ce qui concerne l'article 12 de la *Loi sur les infirmières et les infirmiers* (L.R.Q., c. I-8), un mandat a été confié à l'Office des professions du Québec par le gouvernement à l'égard de la contribution des infirmières auxiliaires à la thérapie intraveineuse. Un comité d'experts a été mis en place pour examiner cette question. Celui-ci a remis son rapport et le ministre responsable de l'application des lois professionnelles a demandé aux deux ordres concernés de mettre en œuvre les recommandations contenues au rapport, avec l'appui de l'Office.

En 2006-2007, l'Office a soutenu l'Ordre des infirmières et infirmiers et l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires dans la préparation de la réglementation pertinente. Les travaux progressent de façon satisfaisante et l'adoption d'un règlement est prévue prochainement.

P.91 ÉTAT DE SITUATION DU DEUXIÈME RAPPORT BERNIER. ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR CHACUN DES ORDRES PROFESSIONNELS VISÉS. ÉTAT DE SITUATION DES CONSULTATIONS ET ÉCHÉANCIER DE MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT INCLUANT LES PRÉVISIONS DE DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

Suivi au 2^e rapport du groupe de travail ministériel sur les professions de la santé et des relations humaines

1. Volet Santé mentale et relations humaines

Les problématiques à régler dans le secteur de la santé mentale et des relations humaines ne sont pas de la même nature que celles relevées dans le domaine de la santé physique. En effet, la problématique du cloisonnement des champs d'exercice ne se pose pas parce qu'on y retrouve principalement des professions à titre réservé et les services sont actuellement offerts à la population en l'absence de toutes réserves exclusives d'activité.

Il faut se rappeler que la pratique professionnelle en santé mentale et en relations humaines a été traitée subséquemment à la santé physique. Les recommandations du groupe de travail ont soulevé plusieurs questionnements. C'est pourquoi, l'Office a procédé à l'automne 2002 à une consultation auprès des ordres professionnels concernés, des établissements du réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'auprès de certains organismes gouvernementaux responsables du respect des droits des citoyens.

On retient de ces consultations que des étapes de travail restaient à franchir avant d'en arriver à l'élaboration d'un projet de loi visant à moderniser la pratique professionnelle dans ce secteur. Les recommandations contenues au rapport ne pouvaient donc être adoptées telles que présentées. L'Office a donc vérifié, à la fin de l'automne 2003, auprès des ordres professionnels concernés (Collège des médecins, Ordre des ergothérapeutes, Ordre des conseillers et conseillères d'orientation et psychoéducateurs et psychoéducatrices, Ordre des infirmières et infirmiers, Ordre des psychologues, Ordre des travailleurs sociaux) leurs attentes quant à la poursuite des travaux en ce qui concerne la modernisation de leur champ d'exercice et la réserve d'activités professionnelles dans ce secteur.

À la suite de ces consultations, l'Office a proposé un plan d'action en vue de revoir la pertinence et d'actualiser les recommandations du 2^e rapport du groupe de travail ministériel qui devait notamment permettre de moderniser les champs d'exercice professionnels concernés.

À cette fin, un groupe expert en santé mentale a été constitué afin de conseiller l'Office. Sous la responsabilité d'une personne désignée par l'Office, le groupe est composé de la façon suivante :

- un noyau de SEPT experts représentatifs des principales activités professionnelles du secteur de la santé mentale et des relations humaines (ergothérapeute, conseiller d'orientation, infirmière, médecin-psychiatre, psycho-éducateur, psychologue et travailleur social);
- une personne désignée par le ministère de la Santé et des services sociaux;
- une personne désignée par l'Office des professions.

Ce plan d'action a été accueilli avec enthousiasme. Les ordres professionnels ont contribué activement à la composition du groupe expert et au démarrage des travaux. De fait, la première réunion du groupe s'est tenue le 27 février 2004 et des séances de travail ont été tenues à raison d'une à deux réunions par mois. Globalement, les travaux du groupe expert visaient à proposer :

- des champs d'exercice professionnel mis à jour.
- une liste d'activités pouvant être réservées principalement pour les psychologues, les travailleurs sociaux, les conseillers d'orientation et les psychoéducateurs.

De plus, des solutions étaient attendues concernant les groupes d'intervenants qui ne font pas parties du système professionnel, tels les sexologues et les criminologues, et l'encadrement de la psychothérapie.

Le principal enjeu est de rallier les ordres professionnels autour de ce qui constitue l'essence de leur profession en fonction de la protection du public. Puis de convaincre les partenaires de la nécessité de réserver certaines activités, étant donné le préjudice qu'elles représentent. Ces activités devront être réalisées par des intervenants membres d'un ordre professionnel, afin d'offrir les garanties de compétence et l'imputabilité du système professionnel.

Le rapport du groupe expert a été déposé à l'automne 2005. Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles a été saisi des recommandations contenues au rapport et a demandé à l'Office des professions de procéder à une consultation auprès des ordres concernés, du Conseil interprofessionnel du Québec et de partenaires dont le ministère de la Santé et des Services sociaux et certains regroupements d'établissements du réseau de la santé.

Les commentaires recueillis lors de cette consultation ont été généralement favorables ouvrant ainsi la voie à la préparation d'un projet législatif. Parallèlement, l'Office a poursuivi ses discussions avec ses partenaires gouvernementaux afin de bien cerner les impacts de certaines des propositions à l'égard des champs d'exercice professionnel et des activités devant être réservées.

2. Volet Secteur privé

Les éléments du deuxième rapport du Groupe de travail (rapport Bernier), rendu public en juin 2002, qui porte sur la définition des champs d'exercice des professionnels qui œuvrent dans le secteur privé, visent les professions suivantes : dentistes, hygiénistes dentaires, denturologistes, techniciens dentaires, optométristes, opticiens d'ordonnances, acupuncteurs, audioprothésistes, chiropraticiens et podiatres.

L'Office a mené une consultation sur les recommandations de ce groupe de travail, ce qui a mis en lumière de nombreuses zones de divergences quant aux changements à apporter aux champs d'exercice. En outre, les problématiques à résoudre apparaissent très variées et ne trouvent pas toujours leur solution dans une redéfinition du champ d'exercice. Pour certaines professions, les recommandations du Groupe de travail invitent davantage à une simple réécriture du champ actuel plutôt qu'à une redéfinition.

À la différence des ordres visés par la Loi 90, ceux qui œuvrent dans le secteur privé ne constituent pas un groupe homogène, partageant à la fois des clientèles et un lieu de travail communs. De plus, les difficultés vécues par chacune de ces professions ne sont pas de même nature. Dans le secteur privé et dans un contexte de libre entreprise, la modernisation peut être pertinente dans certains cas, mais ne revêt pas le même caractère d'urgence. Les changements aux champs d'exercice ont un effet potentiel sur le « marché » de ces professions dont la majorité (8/10) dispose d'une exclusivité de pratique, partagée ou non.

Par ailleurs, des changements ont été apportés au cours des dernières années dans certains cas - optométristes, techniciens dentaires, podiatres - ou encore, les dispositions législatives régissant la profession sont entrées en vigueur depuis peu, par exemple à l'égard des acupuncteurs. Il peut donc ne pas paraître nécessaire de modifier les lois uniquement pour se conformer au nouveau modèle de rédaction introduit par la Loi 90.

En suivi du deuxième rapport, l'Office a envisagé de proposer des orientations fondées sur une identification des problèmes spécifiques à résoudre et des solutions à privilégier.

Dans le secteur dentaire, qui regroupe les dentistes, les hygiénistes dentaires, les denturologistes et les techniciens dentaires, les enjeux portent sur une plus grande reconnaissance du rôle et de l'autonomie des hygiénistes dentaires et sur l'accroissement de l'intervention des denturologistes dans différents domaines dont celui de la prothèse implanto-portée. Le résultat de l'examen des commentaires reçus lors de la consultation indique que des zones importantes de désaccord demeurent quant aux modifications à apporter dans ce secteur.

Au cours de l'exercice 2006-2007, l'Office a vérifié auprès de l'Ordre des dentistes et de l'Ordre des hygiénistes dentaires leur intérêt à amorcer des travaux relatifs aux problématiques et enjeux liés à la pratique de leurs membres respectifs en cabinet privé. Les deux ordres ayant manifesté une ouverture, les travaux devraient débiter au printemps 2007.

Dans le secteur ophtalmique dont les professions d'optométriste et d'opticien d'ordonnances font partie, l'enjeu principal concerne la contribution du personnel d'assistance aux activités réservées de vente, de pose et d'ajustement des lentilles ophtalmiques dans les cabinets d'optométristes; il s'agit de dégager les solutions qui vont satisfaire les deux ordres et d'identifier les moyens pour les mettre en œuvre, dans le respect des activités réservées aux opticiens d'ordonnances.

En podiatrie, l'enjeu principal est la capacité pour le podiatre de prescrire des analyses de laboratoire afin de compléter la récente révision de la liste des médicaments qu'il peut utiliser, administrer ou prescrire.

En chiropratique, les enjeux principaux ont trait à l'étendue du champ de pratique, notamment la capacité de prescrire des analyses de laboratoire et d'établir un diagnostic. Le manque de concordance entre les demandes de l'Ordre et les recommandations du Groupe de travail implique un examen attentif et une recherche de solution qui ne peuvent se faire rapidement.

Pour les autres professions concernées, soit les acupuncteurs et les audio-prothésistes, aucune modification des champs d'exercice n'est souhaitée par les ordres, ni n'apparaît nécessaire.

L'Office a déjà déterminé certaines priorités d'action dans son plan stratégique 2005-2008.

Les priorités tiennent nécessairement compte de l'urgence d'agir en vue d'assurer la protection du public, mais également des enjeux rattachés aux interactions entre les ordres professionnels du même secteur d'activité, en tenant compte également des disponibilités des ressources de l'Office pour satisfaire aux nombreuses demandes d'intervention.

P.92 NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS À LEUR CODE DE DÉONTOLOGIE EN INDIQUANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS OÙ CES ORDRES SONT RENDUS.

Les textes seront déposés à l'occasion de l'exercice de l'Étude des crédits de l'OPQ.

P.93 NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS À LEUR RÉGLEMENTATION POUR L'EXERCICE DES LEURS ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE OU AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ PAR ACTION EN INDIQUANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS OÙ CES ORDRES SONT RENDUS.

Les textes seront déposés à l'occasion de l'exercice de l'Étude des crédits de l'OPQ.

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

NOM	PRÉNOM	ÂGE
Bronsard	Hélène	53

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

ANNÉE	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU / DOMAINE
2004	Adm A – formation interne	GPP – gestionnaire de patrimoine privé
1991	Institut québécois de la planification financière	PI Fin – planificateur financier
1976	Université du Québec à Trois-Rivières	Bacc en administration spécialité Finance

ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) :
Administrateur Agréé (Adm A)

N° de membre :
(non publié) 2271

Année
d'admission : 1980

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

ANNÉE DE	À	EMPLOYEUR	POSTE
1999	Actuel	Raymond Chabot Grant Thornton	Vice-présidente de la filiale Raymond Chabot Gestion Privée
1995	1998	Raymond Chabot Grant Thornton	Directrice principale, dépt de fiscalité
1991	1994	Fiducie Desjardins	Directrice planification financière et successorale
1988	1990	Trust Royal	Directrice planification financière
1985	1987	Trust Royal	Directrice de la succursale de Duvernay
1980	1984	Eaton/Baie services financiers	Déléguée commerciale
1977	1979	Gouvernement du Québec et Codofil	Professeur de français en Louisiane

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (conservés au dossier à titre confidentiel et utilisés, s'il y a lieu, à des fins statistiques dans le cadre des programmes d'accès à l'égalité)

N.A.S. : 241 210 814	DATE DE NAISSANCE : (A/M/J) 1953/04/28	SEXE : Féminin <input checked="" type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/>
PAYS DE NAISSANCE : Canada <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> (préciser) :	LANGUE MATERNELLE (1 ^{re} langue apprise et encore comprise) : Français <input checked="" type="checkbox"/> ou Anglais <input type="checkbox"/> ou Autre <input type="checkbox"/> (préciser) :	
Vous identifiez-vous comme membre d'une minorité visible ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>		
Vous identifiez-vous comme Autochtone (Amérindien ou Inuit) ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>		
Avez-vous, de façon permanente, des limitations dans l'accomplissement d'activités de la vie quotidienne ? Oui <input type="checkbox"/> (préciser) : Non <input checked="" type="checkbox"/>		
ADRESSE RÉSIDENTIELLE : 6576-21 ^{ème} avenue, Montréal		
CODE POSTAL : H1X 2G7	✉ RÉSIDENCE : (514) 374-9070 Courriel : hbronsard@globetrotter.net	✉ BUREAU : (514) 393-4732 Courriel : bronsard.helene@rcqt.com

STATUT DE PERMANENT DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC : Oui ☐ Non ☒

AUTORISATION

J'AUTORISE LE GOUVERNEMENT À FAIRE LES VÉRIFICATIONS JUGÉES NÉCESSAIRES EN REGARD DE LA FONCTION CONVOITÉE OU, LE CAS ÉCHÉANT, OCCUPÉE ET À L'ÉGARD DES CONDITIONS D'EMPLOI QUI Y SONT RATTACHÉES, NOTAMMENT AUPRÈS DE MON EMPLOYEUR ACTUEL, DE L'ORGANISME ADMINISTRANT MON RÉGIME DE RETRAITE, DES AUTORITÉS POLICIÈRES ET DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DONT JE SUIS MEMBRE INCLUANT LE BUREAU DU SYNDIC DE L'ORDRE.

Date :

7 septembre 2006

Signature :

Hélène Bronsard

(SES 2005-01)

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES

NOM	PRÉNOM	ÂGE
Garneau	Maybel	56

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

ANNÉE	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU / DOMAINE
1988	Université de Sherbrooke	Maîtrise en administration
1982	UQAR	Baccalauréat en enseignement professionnel
1976	UQAR	Certificats en sciences de l'éducation et en administration

ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : non	N° de membre : nil	Année d'admission : nil
-----------------------------------	-----------------------	----------------------------

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

ANNÉE DE	À	EMPLOYEUR	POSTE
Juin 2005	Aujourd.	Touzin Garneau Conseils et Rx Santé	Présidente
1997	Juin 2005	Cégep de Saint-Laurent	Directrice générale
1993	1997	Ville de Vanier (Québec)	Directrice générale
1989	1993	Ville de Saint-Nicolas	Directrice générale
1986	1989	Séminaire Saint-Alphonse	Directrice générale
1984	1986	Cégep de Rimouski	Adjointe puis, directrice adjointe aux serv. pédagogiques
1976	1984	Cégep de Rimouski	Professeure puis coordonnatrice de dépt.
1976	1979	Polyvalente Paul-Hubert (Commission scolaire du Bas St-Laurent)	Directrice adjointe au service de l'éducation permanente
1978	1981	UQAR	Conseillère en perfectionnement

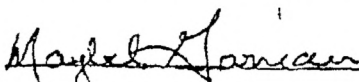
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (conservés au dossier à titre confidentiel et utilisés, s'il y a lieu, à des fins statistiques dans le cadre des programmes d'accès à l'égalité)

N.A.S. : 229-091-970	DATE DE NAISSANCE : 1950/07/16	SEXE : Féminin oui
PAYS DE NAISSANCE : Canada oui	LANGUE MATERNELLE (1 ^{re} langue apprise et encore comprise) : Français oui Anglais fonctionnel	
Vous identifiez-vous comme membre d'une minorité visible ? non		
Vous identifiez-vous comme Autochtone (Amérindien ou Inuit) ? non		
Avez-vous, de façon permanente, des limitations dans l'accomplissement d'activités de la vie quotidienne ? non		
ADRESSE RÉSIDENTIELLE : 304/100 ave des Sommets, L'Île-des-Sœurs (Québec)		
CODE POSTAL : H3E 1Z8	✉ RÉSIDENCE : (514.223.9101) cell. : 514.909.0746 Courriel : mgarneau@vsn.ca	✉ BUREAU : (idem) Courriel : idem

STATUT DE PERMANENT DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC : Non X

AUTORISATION

J'AUTORISE LE GOUVERNEMENT À FAIRE LES VÉRIFICATIONS JUGÉES NÉCESSAIRES EN REGARD DE LA FONCTION CONVOITÉE OU, LE CAS ÉCHÉANT, OCCUPÉE ET À L'ÉGARD DES CONDITIONS D'EMPLOI QUI Y SONT RATTACHÉES, NOTAMMENT AUPRÈS DE MON EMPLOYEUR ACTUEL, DE L'ORGANISME ADMINISTRANT MON RÉGIME DE RETRAITE, DES AUTORITÉS POLICIÈRES ET DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DONT JE SUIS MEMBRE INCLUANT LE BUREAU DU SYNDIC DE L'ORDRE.

Date : 2006-09-08 Signature : 

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

NOM	PRÉNOM	ÂGE
SAMSON DAULNIER	Gyslain	59 ans

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

ANNÉE	INSTITUTION	DIPLOME OBTENU / DOMAINE
1992	Collège des services santé	Certification
1989	Université de Montréal	Maîtrise Administration santé
1972	Université de Montréal	B.Sc. Physiothérapie

ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S): Ordre professionnel de la Physiothérapie Ordre des Administrateurs Agés	N° de membre: (non publié)	Année d'admission: 1970 1998
--	-------------------------------	------------------------------------

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

ANNÉE DE	A	EMPLOYEUR	POSTE
2004	2006	Ministère Santé Services	Conseillère Gestion des Services
2002	2004	Agence rég. sss de la santé	Présidente des opérations
1996	2002	CLSC / CHSLD de Rosemont	Directrice générale
1990	1996	CLSC de Veilley	Directrice générale
1987	1990	CH Marie-Enfant	Directrice, hôpitalisation et f.
1985	1987	CH Marie-Enfant	Adj. au directeur
1978	1985	CH Marie-Enfant	Chef de service
1967	1978	CH Marie-Enfant	Physiothérapeute

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

(conservés au dossier à titre confidentiel et utilisés, s'il y a lieu, à des fins statistiques dans le cadre des programmes d'accès à l'égalité)

N.A.S.: 218-490-936	DATE DE NAISSANCE: (A/M/J) 48/07/30	SEXE: Féminin <input checked="" type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/>
PAYS DE NAISSANCE: Canada <input checked="" type="checkbox"/> Autre o (préciser):	LANGUE MATERNELLE (1 ^{re} langue apprise et encore comprise): Français <input checked="" type="checkbox"/> ou Anglais o ou Autre o (préciser):	
Vous identifiez-vous comme membre d'une minorité visible? Oui o Non <input checked="" type="checkbox"/>		
Vous identifiez-vous comme Autochtone (Amérindien ou Inuit)? Oui o Non o		
Avez-vous, de façon permanente, des limitations dans l'accomplissement d'activités de la vie quotidienne? Oui o (préciser): Non <input checked="" type="checkbox"/>		
ADRESSE RÉSIDENTIELLE: 326 rue Notre-Dame St. Germain St.		
CODE POSTAL: J52-153	RÉSIDENCE: 1450 581-9101 Courriel: GSSaulnier@Vidivance.ca	BUREAU: 1514 873-5163 Courriel: gyslain.saulnier@Vidivance.ca

STATUT DE PERMANENT DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC:

Oui o

Non ☒

AUTORISATION

J'AUTORISE LE GOUVERNEMENT À FAIRE LES VÉRIFICATIONS JUGÉES NÉCESSAIRES EN REGARD DE LA FONCTION CONVOITÉE OU, LE CAS ÉCHÉANT, OCCUPÉE ET À L'ÉGARD DES CONDITIONS D'EMPLOI QUI Y SONT RATTACHÉES, NOTAMMENT AUPRÈS DE MON EMPLOYEUR ACTUEL, DE L'ORGANISME ADMINISTRIANT MON RÉGIME DE RETRAITE, DES AUTORITÉS POLICIÈRES ET DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DONT JE SUIS MEMBRE INCLUANT LE BUREAU DU SYNDIC DE L'ORDRE.

Date: 19 juin 2006 Signature: Gyslain Saulnier

(SES 2006-21)

** PAGE TOTALE 02**